

Renseignement et intelligence géographique

Yves Lacoste

« Intelligence : 1/ ensemble des fonctions concernant la connaissance et l'action... 4/ relations ou complicités secrètes entre des personnes [...] dans des camps opposés. »

« Renseignement : 1/ ce par quoi on fait connaître quelque chose à quelqu'un ; la chose que l'on fait connaître... 2/ information plus ou moins difficile à obtenir concernant l'ennemi, ce qui met en danger l'ordre public... (1899). »

Le Robert, Dictionnaire culturel en langue française, 2005.

L'Intelligence Service (The Secret Intelligence Service, créé en 1909) est encore dans la bonne société britannique objet de fierté et de prestige international. Nombre des agents du MI6 – comme on dit de nos jours – étaient des intellectuels qui venaient de la haute société anglaise, les conquêtes coloniales britanniques ayant été le fait de compagnies privées (y compris celle de l'Inde) et non pas de l'appareil d'État. Kim Philby et ses cinq camarades, qui menèrent au sein de l'Intelligence Service la plus grande opération de double jeu au profit des services secrets soviétiques, depuis l'avant-guerre jusqu'en 1963, avaient étudié à l'université de Cambridge. Kim Philby était le fils de sir John Philby, lui aussi sorti de Cambridge, orientaliste éminent, membre de l'Intelligence Service et de l'Indian Service (il fut l'ami de Nehru) ; il avait noué durant la Première Guerre mondiale des relations très étroites avec le roi Ibn Saoud d'Arabie (en jouant une autre carte que celle de T. E. Lawrence avec le chérif de La Mecque).

Les services secrets français n'ont pas ce prestige : pour la surveillance intérieure, les Renseignements généraux ont été créés en 1911 par Georges Clemenceau et ont été formés à partir des inspecteurs de police et de leurs informateurs (les « brigades du Tigre » constituées en 1907). La question du contre-espionnage et de la sécurité extérieure, dont le « deuxième bureau » (de l'état-major) avait la charge, a été, durant des années, obnubilée par l'affaire

HÉRODOTE

Dreyfus (1895-1906). C'est vers 1900 que le terme de renseignement commence à prendre une signification militaire.

Au Maroc, à partir des débuts du protectorat (1912), Lyautey constitue un groupe d'officiers de renseignements qui connaissent le berbère et l'arabe et qui sont chacun chargés d'établir des contacts avec une tribu et d'y entretenir l'idée que les Français sont là pour rétablir l'autorité du *makhzen* et de son souverain. Ces officiers de renseignements deviendront bientôt « officiers d'affaires indigènes ». Cette expérience marocaine s'élargira au plan international pendant la Seconde Guerre mondiale et formera la base du Bureau central de renseignements d'action (BCRA) de la France libre ; et ce sont encore des officiers qui, en 1946, charpentent l'essentiel du Service de documentation extérieure et d'action (SDECE) qui jouera un rôle considérable durant la guerre d'Algérie. En 1982 est constituée la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) qui, à l'exemple du MI6 et de la CIA, cherche à recruter au-delà des milieux militaires. Or ces derniers ne sont guère appréciés dans la jeunesse universitaire, laquelle continue de reproduire le divorce vieux de deux siècles (depuis la Révolution) entre la bourgeoisie intellectuelle et l'aristocratie d'où sont venus nombre d'officiers. La guerre d'Algérie réactualise cette profonde désunion.

Les efforts que l'armée fait de nos jours, *via* les conférences de l'IHEDN (l'Institut des hautes études de défense nationale) par exemple, pour rétablir le contact avec la nation (depuis la fin du service militaire) se heurtent à l'image négative qu'ont encore les militaires. On peut facilement se gausser des tentatives que la DGSE fait pour élargir discrètement ses contacts avec la jeunesse intellectuelle. Il faut cependant de plus en plus tenir compte que les réseaux multiformes du terrorisme islamiste doivent être surveillés en France mais aussi ailleurs.

L'attention qu'il faudrait porter aux questions du renseignement achoppe sur une gigantesque image négative, celle qu'a la Central Intelligence Agency (CIA) au plan international et spécialement en France. Même aux États-Unis, l'idée que l'on se fait de la CIA est des plus médiocres. On lui reproche surtout de n'avoir aucunement prévu les attaques terroristes du 11 septembre 2001, en dépit des informations qu'elle avait reçues. Fondée en 1947, au tout début de ce que l'on appellera la « guerre froide » pour prendre la suite de l'Office of Strategic Service (OSS) créé pendant la guerre, la CIA compte de nos jours plus de 23 000 agents : 30 % seulement sont des militaires, 30 % sont des femmes, 12 % viennent des minorités ethniques. Après la fin de la « guerre froide », la CIA avait sensiblement réduit ses effectifs pour se fier aux écoutes électroniques ou à des sous-traitants. Mais, depuis 2001, elle recrute plus que jamais et en 2008 elle aurait reçu 300 000 candidatures.

Le rôle de la CIA a d'abord été de déjouer des opérations menées par le KGB pour le compte des Soviétiques, mais elle a profité du secret qui devait entourer

ses activités pour mener dans divers pays un certain nombre « d'opérations spéciales » contre différents mouvements nationaux qui n'étaient pas à la solde des Soviétiques. Les plus célèbres de ces « opérations spéciales » furent en Iran le coup de force contre Mossadegh en 1953, l'opération menée contre le président Arbenz au Guatemala en 1954, l'opération de la Baie des Cochons à Cuba en 1961, le coup d'État au Chili contre le président Salvador Allende en 1973, etc. Plus récemment, on impute une forte responsabilité aux dirigeants de la CIA dans le déclenchement en 2003 de la guerre d'Irak. Depuis les attentats du 11 Septembre et la guerre d'Irak, nombre de « coups tordus » ont été menés en dehors du territoire des États-Unis, avec recours à des mercenaires et même le transport par avions clandestins dans divers pays de prisonniers afin qu'ils soient détenus et torturés hors du territoire des États-Unis.

Mais les activités de la CIA ne se limitent pas à ces opérations clandestines : elle a constitué et développe sans cesse la plus importante masse d'informations prospectives, principalement géographiques et cartographiques, mais aussi historiques, économiques, démographiques, culturels, écologiques, etc., et ce, sur tous les pays. La CIA a publié en 2004, *Mapping the Global Future* (traduit en français sous le titre « Comment sera le monde en 2020 ? ») rédigé par vingt-cinq experts internationaux et le National Intelligence Council (Conseil national du renseignement américain). En 2009, un nouveau rapport a été publié en français : « Comment sera le monde en 2025 ? » La présentation de nombreux scénarios, stratégiques principalement, est intéressante et ouvre au débat. Malgré tout, cette activité est infime au regard de celle, énorme, d'observation et de documentation géographiques, que la CIA a mise en œuvre pour être efficace contre les réseaux dont elle surveille les agissements au plan mondial, notamment ceux du djihad et ceux de la drogue. On découvre depuis peu combien l'action des narcotrafiquants est devenue redoutable au Mexique, au point de l'emporter sur l'armée et la police, jusqu'à faire craindre son extension aux États-Unis.

Les réseaux du djihad et ceux de la drogue opèrent aussi en France, non seulement depuis le Maghreb, le Moyen-Orient et les Balkans, mais aussi à travers les étendues sahariennes depuis l'Afrique tropicale qui est devenue, par des liaisons aériennes clandestines, un tremplin pour les narcotrafiquants d'Amérique latine. L'armée française est impliquée depuis 2001 dans la guerre d'Afghanistan, raison supplémentaire pour Al-Qaida de cibler l'Hexagone. Les « services français » ont jusqu'à présent la réputation d'être « efficaces » mais, d'évidence, manquent encore d'envergure dans la collecte d'informations qui permettraient de mieux comprendre les mouvements qui se développent dans des pays de plus en plus divers.

Depuis la fin de l'époque coloniale et notamment de la guerre d'Algérie, le nombre des géographes, sociologues, ethnologues travaillant sur des pays du Maghreb et du Moyen-Orient a beaucoup diminué. Le rôle des diasporas est

HÉRODOTE

le plus souvent négligé. Est plus ou moins en sommeil l'AFEMAM (Association française pour l'étude du monde arabe et musulman) qui rassemblait plusieurs centaines de chercheurs. On pouvait penser que, dans les pays devenus indépendants, des chercheurs nationaux prendraient la suite et développeraient mieux encore des recherches lancées par la puissance coloniale. Mais ceux-ci sont sous la coupe de bureaucraties politiques qui empêchent de toucher aux « questions sensibles » et nombre d'entre eux vivent en France de façon précaire. Or c'est dans ces pays qu'il importerait de mieux saisir l'évolution des situations sociales et politiques, bref géopolitiques, disons géographiques, au sens global et dynamique du terme. L'Institut français de géopolitique (IFG) donne l'exemple, tout en restant modeste dans la mesure où il ne forme que quelques dizaines de chercheurs par an.

Bref, il est plus que jamais nécessaire qu'en France le renseignement, pour une défense efficace, puisse s'appuyer sur un large mouvement d'« intelligence géographique ». Cette expression a été forgée par Frédéric Douzet, spécialiste des États-Unis et habituée à entendre évoquer l'Intelligence Service et la documentation de la CIA.

Ce numéro consacré au renseignement et à l'« intelligence géographique », notions encore trop dénigrées dans les milieux intellectuels, tente de faire avancer le débat en intégrant aux raisonnements géographiques les enjeux de pouvoir sur les territoires, ce qui donne à ces raisonnements, qui sont alors géopolitiques, beaucoup d'efficacité. Or, dans le passé, des géographes ont été en situation d'exercer le pouvoir ou ont joué de grands rôles géopolitiques du fait de leurs connaissances et de leur action géopolitique.

Le premier que nous avons choisi d'évoquer est Sándor Radó. Son histoire, digne des meilleurs scénarios d'espionnage, est ici retracée par Guillaume Bourgeois. Quel personnage ! Géographe apatride vivant en Suisse, Hongrois d'origine, réalisateur et éditeur d'Atlas publiés en plusieurs langues, lui-même étant polyglotte et agent de l'Internationale communiste, il fut l'un des plus efficaces « résidents » du GRU, le service de renseignement de l'Armée rouge. En 1945, il fut pourtant enfermé au goulag pendant douze ans. En effet, des renseignements sur le déroulement des combats qu'avait transmis son réseau d'espionnage se sont révélés faux en 1944, ce qui s'était soldé par de très lourdes pertes pour l'Armée rouge et le KGB a pu considérer que c'était l'indice que Rado avait été « retourné » par l'ennemi. Le renseignement et l'intelligence géographique ne sont pas sans risque. Avec la déstalinisation de 1956, Rado réapparut et il fut installé, après l'insurrection de Budapest, comme patron de la géographie hongroise.

Le second géographe que nous avons choisi d'évoquer est lui aussi hongrois, mais il fut anticommuniste, et à deux reprises Premier ministre dans la Hongrie de l'entre-deux-guerres, terriblement frappée en 1919 par la perte d'une grande partie de ses territoires et d'une partie de ses citoyens : il s'agit de Pál Teleki. Est-il banal

qu'un géographe cartographe soit nommé en 1920 Premier ministre ? Certes, c'est par décision du « régent » Horthy qui durant plus de vingt ans exercera la réalité du pouvoir en l'« absence » de l'empereur qui gouvernait l'Autriche-Hongrie. Certes, Teleki est de grande famille (mais beaucoup de Hongrois le sont aussi) ; pourtant, la cartographie précise des différentes nationalités que réalisent Teleki et son équipe revêt une importance capitale pour contester les décisions des vainqueurs au profit principalement de la Roumanie. C'est la fameuse « carte rouge » sur laquelle les Hongrois sont représentés par des points rouges, et les autres nationalités par diverses couleurs. Teleki est de nouveau nommé Premier ministre en 1939 au moment où les questions géopolitiques commencent à « bouger » en Europe centrale sous la pression de l'Allemagne nazie. Celle-ci offre à la Hongrie de lui « rendre » certains territoires. Tâche dangereuse : Teleki est en effet, par son grand rôle dans le scoutisme international, très lié aux Anglais pour des raisons « morales ». En 1941, lors de l'entrée en Hongrie de la Wehrmacht pour aller envahir la Yougoslavie et la Grèce, il met fin à ses jours. Aujourd'hui, malgré les principes de l'Union européenne, la fameuse « carte rouge » de Pál Teleki est placardée en Hongrie et en maints endroits pour revendiquer des territoires.

L'une des preuves de la persistance d'un désintérêt français pour le renseignement est l'absence jusqu'à un passé récent de toute formation universitaire et de toute recherche académique dans ce domaine alors que celui-ci est très développé et même valorisé dans les pays anglo-saxons (voir l'article de O. Chopin, B. Irondelle et A. Malissard). Plusieurs auteurs dans ce numéro (P. Boulanger, M. About, O. Chopin) font la remarque que pour la première fois le *Livre blanc* de la défense fait clairement référence à l'importance du renseignement qui est reconnu comme indispensable à la sécurité du territoire national. Il a fallu la menace du terrorisme islamique, les attentats de New York, de Madrid, de Londres pour que le renseignement soit considéré comme une priorité pour assurer la sécurité du pays.

Plusieurs articles de ce numéro d'*Hérodote* rappellent l'importance du renseignement géographique au sens le plus classique de ce savoir dans la pratique de la guerre : topographie, nature des terrains, météorologie, climat, hostilité ou appui de la population. Déjà en 1976, j'avais écrit un petit livre *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Ce titre avait fait scandale, avant de devenir si classique que ceux qui le citent ignorent pour la plupart le nom de l'auteur. Depuis quelques décennies les nouvelles technologies ont changé l'accès au renseignement et même, pour une part, sa nature : précision de la géolocalisation, informations captées grâce aux satellites, précision de la couverture numérique du monde. Nous sommes tous fascinés par les zooms de Google Earth...

Néanmoins, si la précision et la fiabilité du renseignement sont des conditions nécessaires au succès d'une opération militaire ou d'ordre public, elles ne suffisent

HÉRODOTE

pas à l'assurer. La connaissance des milieux physiques — qu'il s'agisse du relief ou des volumes bâtis — est assurément indispensable mais celle des milieux humains l'est bien davantage, car les idées (surtout si elles sont clandestines !) n'apparaissent pas en télédétection. Les risques qui menacent la sécurité en France sont les contrecoups de conflits dissymétriques qui se déroulent à l'étranger plus ou moins loin, mais aussi la manifestation de problèmes internes postcoloniaux dont la gravité est apparue de façon spectaculaire ces dernières années, dans les « grands ensembles » de banlieue. L'intelligence géographique est de plus en plus nécessaire.